MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ECONOMIQUES
Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°39-2026-semaine du 9 novembre 2026

En bref

- **Inde** : Le gouvernement assouplit les règles d'enchères des minerais critiques et lance de nouvelles ventes aux enchères ;
- **Pakistan :** Les investisseurs internationaux montrent de l'appétit pour le papier pakistanais ;
- **Bangladesh** : Le Brésil renforce sa place de premier fournisseur de coton du Bangladesh ;
- **Sri Lanka** : Projet de budget 2027 : assouplissement budgétaire limité ;
- **Afghanistan :** Signature de 15 accords de coopération avec la Russie.

À RETENIR

33%

Part du Brésil dans les importations de coton du Bangladesh.

Inde

Actualité macroéconomique

Augmentation des recettes nettes d'impôts directs de 11,8 % entre avril et novembre 2026

Les recettes nettes d'impôts directs de l'Inde ont progressé de 11,76 % en glissement annuel, pour atteindre un montant de 14,42 lakh crore de roupies, soit environ 153,82 Mds USD sur la période allant du 1er avril au 10 novembre 2026, contre 137,6 Mds USD sur la période correspondante l'an passé.

Dans le détail, les recettes nettes de l'impôt sur les sociétés ont atteint 6,32 lakh crore de roupies, soit 67,42 Mds USD, contre 57,17 Mds USD l'année précédente, soit une hausse de 17,8%. Quant aux recettes nettes des impôts non liés aux sociétés, sur les revenus des particuliers, ont progressé de 5,30 %, pour atteindre 80,64 Mds USD, contre 76,59 Mds USD un an auparavant. Fait notable, les recettes issues de la *Securities Transaction Tax* (STT), taxe prélevée sur les transactions réalisées sur les marchés financiers indiens, ont enregistré une forte augmentation de 51,56 % sur la période sous revue, atteignant l'équivalent de 5,77 Mds USD, contre 3,81 Mds USD l'année précédente.

Rappelons que pour l'ensemble de l'exercice budgétaire 2026-27, le gouvernement indien s'est fixé un objectif de recettes d'impôts directs équivalent de 287,69 Mds USD (+15% par rapport aux recettes effectivement collectées au cours de l'exercice FY26, 249,6 Mds USD). Au 10 novembre 2026, le gouvernement avait déjà atteint environ 53 % de son objectif annuel, avec 153,82 Mds USD de recettes nettes d'impôts directs.

Concernant la taxation indirecte, la dynamique est également favorable. Les recettes brutes de taxe sur la valeur ajoutée mise en œuvre à compter du 22 septembre 2025, simplifiant la structure des taux autour de deux principaux niveaux 5 % et 18 %, tout en réduisant la taxation d'un large éventail de biens et services, ont progressé de 22,9 % en octobre 2026 en g.a., pour atteindre environ 24,3 Mds USD.

The Economic Times

Légère appréciation de la roupie, soutenue par le recul du cours du pétrole

Le recul des cours internationaux du pétrole brut a contribué à soutenir la roupie, qui s'est légèrement appréciée pour s'établir autour de 94,15 INR pour 1 USD au 13 novembre 2026. Sur la période, le Brent est passé de 118 USD à 90 USD le baril entre le 30 octobre et le 10 novembre, soit une baisse de près de 24 %. À titre de comparaison, la devise évoluait autour de 97 à 98 INR pour un dollar en mars 2026.

Selon le Global Trade Research Initiative (GTRI), cette détente des cours pétroliers permet d'alléger la facture énergétique de l'Inde, fortement dépendante des importations de pétrole brut, et de réduire les besoins en devises nécessaires à leur financement. Elle s'accompagne également d'un retour des investisseurs étrangers sur les marchés actions indiens, après d'importantes sorties de capitaux enregistrées au cours des derniers mois. Entre le 2 et le 9 novembre, les investisseurs de portefeuille

étrangers (Foreign Portfolio Investors, FPI) ont ainsi réalisé des achats nets d'actions indiennes à hauteur d'environ 5,74 Mds USD. Ce retournement intervient dans un contexte de correction du cours des entreprises liées à l'intelligence artificielle aux États-Unis, susceptible d'avoir favorisé une réallocation des investissements vers d'autres marchés.

Le repli du pétrole s'inscrit dans un contexte d'atténuation des risques, sur fond d'évolutions politiques tant aux Etats-Unis qu'en Israël, réduisant la crainte d'une escalade militaire régionale. La reprise des flux de pétrole brut, de gaz de pétrole liquéfié (GPL) et de gaz naturel liquéfié (GNL) transitant par le détroit d'Ormuz et par la mer Rouge, via le détroit de Bab el-Mandeb, permettrait de desserrer encore davantage les contraintes d'approvisionnement de l'Inde et de réduire le risque d'une nouvelle flambée des prix de l'énergie.

The Economic Times

Actualité sectorielle

L'Inde endosse l'initiative mondiale « Call to Action for 6G Leadership and Security »

La 6G (sixième génération de réseaux de communication sans fil) désigne la prochaine révolution des télécommunications mobiles, attendue pour les années 2030. Elle devrait offrir des vitesses de transmission et une fiabilité sans précédent, et constituer l'infrastructure numérique fondamentale pour l'intelligence artificielle, les systèmes industriels autonomes, la défense et les services publics critiques. La maîtrise des normes et des brevets 6G représente aujourd'hui un enjeu stratégique majeur pour les grandes puissances technologiques mondiales.

Le 9 septembre 2026, en marge de la réunion ministérielle G20 sur l'innovation organisée à Chapel Hill (Caroline du Nord, États-Unis), l'Inde a officiellement endossé l'initiative « Call to Action for 6G Leadership and Security », rejoignant ainsi un groupe de 24 gouvernements partageant les mêmes orientations, dont la France, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis. L'annonce a été formalisée par une rencontre entre le ministre d'État indien au Commerce Jitin Prasada et le secrétaire américain au Commerce Howard Lutnick.

L'initiative engage les gouvernements participants à promouvoir des réseaux 6G ouverts, interopérables, sécurisés et résilients. Un calendrier d'actions concret est prévu sur douze mois : désignation de points de contact experts dans le premier mois, cartographie du paysage 6G et identification des obstacles à la compétitivité dans les trois mois, réflexion sur les chaînes d'approvisionnement sécurisées dans les six mois, et un bilan collectif en 2027. Le Département des Télécommunications indien (DoT) coordonnera le suivi avec les acteurs publics, industriels et académiques concernés. L'Inde ambitionne de contribuer à hauteur de 10 % des normes et brevets mondiaux 6G, en s'appuyant sur ses fondations existantes : la Bharat 6G Vision, la Bharat 6G Alliance et sa pile technologique 4G/5G développée en propre.

En savoir plus ; En savoir plus

Le gouvernement assouplit les règles d'enchères des minerais critiques et lance de nouvelles ventes aux enchères

Le 5 novembre, le ministère des Mines a abaissé de trois à deux le nombre minimal de soumissionnaires techniquement qualifiés requis pour valider une enchère, en lançant une neuvième tranche de 20 blocs de minerais critiques et stratégiques et la troisième tranche de 14 blocs de licences d'exploration. Cette modification, introduite par les *Minerals (Auction) Third Amendment Rules, 2026* (16 octobre), répond à l'annulation de plusieurs enchères faute d'offres ou du quorum de trois candidats qualifiés : sur 100 blocs proposés lors des huit tranches précédentes, 64 ont été adjugés et 36 restent invendus.

Les 20 blocs, répartis dans huit Etats (Chhattisgarh en tête avec cinq blocs), portent notamment sur le graphite, le vanadium, le gallium, les terres rares, le tungstène et le scandium. Les 14 licences d'exploration, dans six Etats (dont quatre au Rajasthan), couvrent le cuivre, le vanadium, les terres rares et la potasse ; 11 blocs avaient été adjugés pendant les deux premières tranches. Les blocs miniers seront attribués par enchère ascendante à deux étapes, les licences d'exploration par enchère inversée. Les offres techniques sont attendues avant le 7 janvier 2027.

Le ministère table par ailleurs sur environ 1 Mds USD d'investissements induits par le schéma de soutien au capex de raffinage de 300 M USD, approuvé le 4 novembre.

En savoir plus

Pakistan

Actualité macroéconomique

Les *remittances* confirment leur rôle clef dans l'équilibrage de la balance courrante.

Pour les quatre premiers mois de l'année, les transferts des travailleurs migrants pakistanais ont atteint 14,77 Mds USD et s'inscrivent en hausse de 13,8% en octobre par rapport à octobre 2025. Ces flux compensent intégralement le déficit commercial sur la période (-14,6 Mds USD). Les prévisions officielles de remittances pour l'année FY2027 sont relevées à 45 Mds USD.

Tribune

Les investisseurs internationaux montrent de l'appétit pour le papier pakistanais.

Sur les 4 premiers mois de l'année fiscale 2027, les investisseurs non-résidents ont acheté pour près de 510 M USD d'obligations gouvernementales et pour 238 M de bons d'Etat. Les investisseurs de deux Etats du CCAEG, les Eau et le Royaume de Bahreïn, ont contribué à hauteur de près de 475 M à ces achats d'obligation. Bahreïn a en outre acheté pour 72 M USD de bons à court terme et les investisseurs résidant au RU 80 M USD. Pour mémoire, le taux de référence à 6 mois s'établit à 12,54%.

Dawn

Actualité sectorielle

Le Sindh souhaite substituer le charbon du Thar aux importations énergétiques.

Afin notamment de limiter l'impact des importations énergétiques sur la balance commerciale et les réserves de change, le gouvernement du Sindh envisagent d'alimenter les centrales thermiques construites dans le cadre du Corridor économique sino-pakistanais en charbon du Thar.

Tribune

Bangladesh

Actualité macroéconomique

Le Bangladesh engage une révision de son système statistique

Le gouvernement a présenté, le 11 novembre, un projet de rapport d'audit approfondi du produit intérieur brut (PIB), destiné à renforcer la transparence et la fiabilité des comptes nationaux. Le Bureau bangladais des statistiques (Bangladesh Bureau of Statistics, BBS) a parallèlement lancé de premiers travaux en vue de changer l'année de base du PIB, pour passer de l'exercice 2014-15 (FY15) à l'exercice 2025-26 (FY26). La base actuelle date d'une dizaine d'années : le changement doit permettre d'actualiser les comptes nationaux et de mieux mesurer le poids de chaque secteur dans l'économie. Ces avancées ont été présentées au Conseil consultatif national pour les statistiques, réuni sous la présidence du ministre des Finances et de la Planification, Amir Khosru Mahmud Chowdhury. Un comité d'experts recommande par ailleurs de réviser la loi de 2013 sur les statistiques, afin d'y intégrer les données administratives, les mégadonnées et les Principes fondamentaux de la statistique officielle des Nations unies. Le Conseil a enfin demandé que des financements budgétaires stables soient accordés pour le recensement et les grandes enquêtes, au risque d'en compromettre sinon la qualité et la continuité.

The Business Standard

Actualité sectorielle

Le Brésil renforce sa place de premier fournisseur de coton du Bangladesh

Le Bangladesh a consommé 7,6 millions de balles de coton en 2025-26, dont 97 % ont été couverts par l'importation, sa production nationale étant négligeable. Selon un rapport du Département américain de l'Agriculture (United States Department of Agriculture, USDA) relayé par la presse, le Brésil s'est positionné en premier fournisseur sur la période (33 % des importations, contre 25 % un an plus tôt), devant l'Inde (15 %), le Bénin et les États-Unis (12 % chacun).

The Daily Star

Sri Lanka

Actualité macroéconomique

Projet de budget 2027 : assouplissement budgétaire limité

Présenté le 12 novembre, il se révèle légèrement expansionniste avec des dépenses en hausse de 8,5% par rapport au budget révisé de 2026 ; en incluant les dépenses afférentes à la reconstruction post-cyclone Ditwah (260 Mds LKR sur 7 933 Mds LKR de dépenses prévues en 2027), l'excédent primaire atteindrait 2,3% du PIB à comparer à 3,6% attendus en 2026 et le déficit total 4,5% (3,8% hors dépenses Ditwah) à comparer à 3,7% attendus en 2026. Il est axé autour d'un soutien à l'investissement dans les infrastructures, au pouvoir d'achat et à l'activité. L'amélioration de l'exécution budgétaire à fin septembre 2026 résulte principalement d'une collecte fiscale plus importante que prévu (taxes sur les importations automobiles, droits de douane) et à la sous-exécution des dépenses en capital. La cohérence du projet avec les engagements envers le FMI reste à vérifier, notamment concernant le dépassement du plafond de dépenses primaires de 13% du PIB, les réformes structurelles et la couverture des coûts par les tarifs énergétiques. Trois contraintes restent déterminantes : sociale (le niveau de pauvreté reste largement supérieur au niveau pré-crise), extérieure (la demande stimule les importations et les prix de l'énergie sont sous tension) et climatique (effets de super El Niño sur la production agricole et d'énergie hydroélectrique). Le Conseil des ministres a nommé un comité chargé d'examiner l'opportunité de conclure un nouveau programme avec le FMI après l'achèvement du programme en cours en mars prochain.

Treasury (pages 260 et suivantes)

Actualité sectorielle

La BAsD approuve près de 400 MUSD de financements dans les secteurs de l'eau et du numérique

La Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé trois opérations totalisant 398 MUSD. Dans le secteur de l'eau, un prêt-projet de 200 MUSD financera de nouvelles usines de traitement, des réseaux de distribution et des réservoirs à Colombo et Lunugamwehera. Ces ouvrages bénéficieront à plus de 1,3 million d'habitants des provinces de l'Ouest et du Sud, et le prêt couvrira aussi des infrastructures d'assainissement à Jaffna, pour environ 250 000 habitants. Il est complété par un prêt de 100 MUSD destiné à accompagner les réformes du secteur : révision de la politique nationale des ressources en eau, réforme tarifaire, redressement financier de l'opérateur public (National Water Supply and Drainage Board) et ouverture aux investisseurs privés. Dans le numérique, un prêt de 98 MUSD, avec une assistance technique de 1 MUSD, financera l'extension du haut débit dans les zones mal desservies (passage de la 2G à la 4G et à la 5G), la modernisation du cloud gouvernemental, la cybersécurité des administrations et la formation des agents publics. Il soutient la feuille de route nationale pour l'économie numérique, qui vise une économie numérique de 15 Mds USD d'ici 2030.

BAsD ; BAsD

Pas de hausse des tarifs de l’électricité au quatrième trimestre

La Commission de régulation des services publics (PUCSL) a décidé de maintenir inchangés les tarifs de l’électricité pour le dernier trimestre 2026, comme au trimestre précédent. L’opérateur du système électrique (National System Operator, NSO) estimait pourtant la hausse des coûts d’approvisionnement à 2,88 %, en raison notamment des surcoûts liés à l’utilisation de charbon de mauvaise qualité. Il a finalement renoncé à demander une augmentation, compte tenu du niveau élevé des réservoirs et de prévisions de pluies favorables à la production hydroélectrique. Ce gel intervient alors que le programme conclu avec le FMI prévoit une tarification de l’électricité reflétant les coûts.

PUCSL

Afghanistan

Actualité macroéconomique

L'Afghanistan et la Russie signent 15 accords de coopération pour un montant total de 103 M USD.

Les accords signés par Abdul Ghani Baradar, vice-ministre de l'Economie, et Alexey Overchuk, vice-premier ministre, couvrent l'import afghan de produits de première nécessité en provenance de Russie et l'exportation de produits agricoles. Les accords devraient faciliter l'accès au marché afghan pour les produits pharmaceutiques, le blé, la farine et l'huile alimentaire russes tandis que l'Afghanistan espère exporter ses fruits vers le marché russe.

Cet accord s'inscrit dans un rapprochement marqué entre Moscou et Kaboul. La Fédération de Russie a reconnu l'Emirat islamique d'Afghanistan dès juillet 2025 tandis que la Cour suprême russe a entériné le retrait des talibans de la liste des organisations terroristes en avril 2025. La visite du vice-premier ministre a également été l'occasion de discussions sur les perspectives d'investissements russes dans le domaine de l'énergie (projet de raffinerie) en Afghanistan.

KabulTribune

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	**Perspective**	**Note**	**Perspective**	**Note**	**Perspective**	**Risque-pays**	**Climat des affaires**
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Négative	B+	Négative	B+	Négative	D	C
Pakistan	B3	Stable	B	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	B-	Stable	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Stable	-	-	CCC-	-	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
florent.mangin@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud